



HAL
open science

Les sciences du territoire en Allemagne

Christian Schulz

► **To cite this version:**

Christian Schulz. Les sciences du territoire en Allemagne. CIST2011 - Fonder les sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Nov 2011, Paris, France. pp.430-436. hal-01353360

HAL Id: hal-01353360

<https://hal.science/hal-01353360>

Submitted on 11 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les sciences du territoire en Allemagne

AUTEUR

Christian SCHULZ, Université du Luxembourg (Luxembourg)

RÉSUMÉ

Le présent article vise essentiellement à livrer un aperçu des débats actuels relatifs à la recherche spatiale et aux sciences du territoire en Allemagne. Après quelques précisions terminologiques, cet article illustre deux approches conceptuelles de la géographie sociale et de la géographie économique, toutes deux disposant du potentiel nécessaire aux fins d'intégration interdisciplinaire dans ce domaine. Il met ensuite l'accent sur le profil institutionnel des facultés, des centres de recherche publics, ainsi que des principales institutions de financement nationales. L'analyse révèle qu'à l'exception des centres de recherche extra-universitaires, la visibilité et l'institutionnalisation formelle des *Raumwissenschaften* demeurent plutôt faibles au profit des disciplines traditionnelles.

ABSTRACT

The major aim of this contribution is to give some insights into the current debates around spatial research and territorial sciences in Germany. Starting with some terminological clarifications, the article exemplifies two conceptual approaches from social geography and from economic geography, both bearing the potential for interdisciplinary integration in this realm. In the following, a focus is laid on the institutional setting of faculties, public research centres as well as the main domestic funding institutions. This analysis shows that, apart from the extra-university research centres, the visibility and formal institutionalisation of the *Raumwissenschaften* remains rather weak to the profit of the traditional disciplines.

MOTS CLÉS

Sciences du territoire, Allemagne, *Raumwissenschaften*, cadre institutionnel.

INTRODUCTION

Il y a quelques années, une grande chaîne de télévision allemande s'est entretenue avec un professeur d'université spécialisé en géographie humaine, puis a diffusé des extraits de cet entretien au journal télévisé du soir. Ce collègue, président de la *Verband der Geographen an Deutschen Hochschulen* (VGDH - association des géographes universitaires allemands) à l'époque, s'est exprimé avec maîtrise et éloquence sur un événement de la politique quotidienne qui avait trait à l'aménagement du territoire. À ma grande surprise, son nom était accompagné à l'écran du qualificatif « *Raumwissenschaftler* » (chercheur en sciences du territoire). J'ignore s'il avait lui-même proposé cette désignation ou s'il s'agissait d'une initiative du journaliste, mais je pencherais vraisemblablement pour la deuxième solution. Même si le choix des mots est intéressant, il ne s'agit pourtant ni d'une discipline spécialisée établie, ni d'un titre professionnel courant. Le terme générique circule plutôt dans des cercles spécialisés et dans la politique de l'enseignement supérieur, qui regroupe parfois dans les sciences du territoire des disciplines telles que la géographie ou l'aménagement du territoire. Mais manifestement, le terme issu d'une valorisation médiatique de notre recherche

semble être plus utile que les désignations traditionnelles des disciplines, chargées de clichés.

Sans vouloir donner trop d'importance à cet exemple isolé ou mettre l'accent sur le contexte de la valorisation médiatique, cette petite anecdote peut toutefois servir de base à certaines réflexions sur la situation des « sciences du territoire » en Allemagne. Cet article aborde en premier lieu une série de questions terminologiques et historiques. Il analyse ensuite les débats conceptuels actuels, avant d'examiner les contextes institutionnel et politique. Enfin, il conclut en jetant un regard sur le potentiel de développement et les défis des « sciences du territoire » à l'avenir. Bien que l'auteur s'efforce d'adopter une position neutre ou indépendante de la discipline, sa filiation avec la géographie humaine transparaît à maintes reprises. Ce qui ne résulte nullement d'une quelconque prétention hégémonique, mais traduit uniquement une excellente connaissance des concepts et évolutions de cette discipline.

1. TERMINOLOGIE ET CONSTITUANTS DES « RAUMWISSENSCHAFTEN »

En tant que germanophone, on aurait tendance à traduire *Raumwissenschaften* davantage par « sciences spatiales » et non par « sciences du territoire ». En allemand, le terme territoire est beaucoup plus associé à une section clairement définie, délimitée administrativement, de l'espace physique, c'est-à-dire au territoire national d'un État ou au territoire d'une commune, mais sans les multiples nuances des concepts spatiaux modernes (espaces sociaux, espaces relationnels, espaces structurés de manière discursive, espaces virtuels, etc.). Comme l'illustre l'usage international, notamment dans les débats sur la politique européenne de la cohésion territoriale (*territoriale Kohäsion*), la compréhension de ce terme est aujourd'hui en pleine évolution (voir ci-dessous). Pour éviter tout malentendu, nous utiliserons exclusivement le terme *Raumwissenschaften* dans la suite de cet article.

Comme déjà indiqué, ce domaine thématique englobe généralement la géographie (physique et humaine), ainsi que la « Raumplanung » (aménagement du territoire, littéralement traduit : planification de l'espace) ainsi que, au sens large, l'économie régionale, la sociologie urbaine, l'écologie et l'aménagement du paysage. Le *spatial turn* (« tournant spatial ») des sciences humaines et sociales, que l'on observe également à l'échelle internationale, alimente de plus en plus les débats conceptuels (Ahrens 2001; Döring, Thielmann 2008).

2. DÉBATS CONCEPTUELS

On peut distinguer deux grands groupes d'approches conceptuelles dans les *Raumwissenschaften* universitaires :

a) un groupe d'approches orienté sur un modèle de localisation et des relations plutôt fonctionnelles, qui se consacrent surtout à l'analyse quantitative de l'espace et à la modélisation spatiale (y compris les méthodes économétriques et les procédures de prévision et de simulation) ; en font également partie de grandes parties de la géographie physique, avec leurs méthodes plutôt fondées sur le positivisme et les sciences naturelles ;

b) une approche plutôt inspirée des sciences sociales, de la théorie institutionnelle de la dimension spatiale de l'activité humaine, c'est-à-dire la manière dont l'homme imprègne, transforme et construit socialement les espaces.

En particulier, le deuxième groupe offre de multiples possibilités de coopération interdisciplinaire, comme en témoignent le concept des *alltägliche Regionalisierungen* (régionalisations au quotidien) et l'approche de la *relationale Wirtschaftsgeographie* (géographie économique relationnelle).

Entre-temps, les sciences sociale, culturelle et humaine intéressées par les questions spatiales se sont également inspirées de la géographie sociale et de son concept de *Geographie der alltäglichen Regionalisierungen* (Werlen 1988) élaboré par Benno Werlen. Ce concept repose sur une perspective axée sur la théorie de l'activité, qui attribue tout modèle spatial, y compris les espaces structurés socialement ou les perceptions spatiales, à l'activité du « Geographiemachen » (faire de la géographie) des individus. Cette vision a provoqué un changement fondamental dans la conceptualisation de l'espace, non seulement au sein de la géographie sociale mais aussi dans les autres sous-disciplines de la géographie humaine et dans des parties de la recherche spatiale sociologique et anthropologique.

Au cours des dernières années, la géographie économique germanophone s'est fortement imprégnée des travaux sur la compréhension relationnelle des structures et processus spatiaux (Bathelt, Glückler 2003). Comme l'illustre l'exemple précité, cette approche s'écarte de la configuration euclidienne consistant en des divisions de l'espace contigües, ainsi que du rôle des distances géométriques, anciennement dominant, dans l'explication du modèle spatio-économique. De fait, elle s'attache essentiellement aux aspects relationnels des systèmes de rapports entre les acteurs (économiques) et les institutions et conventions dont ils s'imprègnent, inspirés des sciences sociales. Par ailleurs, elle considère les questions du transfert de connaissances, de l'apprentissage et de la réputation/confiance comme des facteurs explicatifs à l'égard des relations d'échange, du comportement local et de l'esprit d'innovation des entreprises.

Le tournant spatial des sciences humaines et sociales, au même titre que le tournant culturel de la géographie humaine, a provoqué un rapprochement conceptuel des disciplines, favorisant ainsi la collaboration interdisciplinaire. Parallèlement, les ancrages disciplinaires demeurent clairement identifiables dans l'ensemble. Les points de vue post- ou transdisciplinaires ne sont perceptibles que dans quelques cas, souvent au travers des biographies de chercheurs pluridisciplinaires. Le caractère insuffisant de l'échange interdisciplinaire se manifeste notamment lorsque des chercheurs en sciences humaines ne reprennent des concepts de géographie spatiale que de manière fragmentaire ou lorsque des disciplines des sciences sociales utilisent des concepts de la géographie parfois dépassés (par exemple à l'aide de cartes mentales réifiées ou de compréhensions géométriques de l'espace).

3. CADRE INSTITUTIONNEL

Malgré ces concordances conceptuelles, la recherche en matière des *Raumwissenschaften* dans les universités allemandes reste liée aux catégories disciplinaires habituelles. Le résultat diffère selon la localisation de l'école supérieure. Si l'aménagement du territoire est surtout implanté dans les facultés de sciences de l'ingénieur d'universités techniques, la géographie est plus difficile à localiser. En fonction des origines de la discipline dans l'école supérieure, elle appartient généralement à la *Mathematisch-Naturwissenschaftliche Fakultät* (faculté des sciences) ou à la *Philosophische Fakultät* (faculté des lettres). Dans le premier cas, elle appartient généralement au *Fachbereich* (unité de formation et de recherche) des géosciences/sciences de la terre, dans le deuxième cas aux sciences sociales (empiriques). Cette classification ne reflète que rarement le poids réel de la géographie physique ou humaine dans les instituts correspondants, mais trouve plutôt sa justification dans le contexte historique ou politique de l'université. En outre, certains instituts de géographie économique et sociale se trouvent dans des facultés de sciences économiques. Les instituts des facultés de sciences pédagogiques ou des

écoles supérieures pédagogiques axés sur la didactique des disciplines représentent un cas particulier.

C'est indubitablement dans les établissements de recherche extra-universitaires que l'institutionnalisation formelle des *Raumwissenschaften* a enregistré les progrès les plus notables. Citons pour exemple les *4R-Institute* de la célèbre *Wissenschaftsgemeinschaft Gottfried Wilhelm Leibniz e.V.* (WGL), une association de 87 centres de recherche extra-universitaires en Allemagne :

- Le *Leibniz-Institut für Länderkunde* (IfL) de Leipzig se consacre à la recherche fondamentale sur la géographie régionale de l'Allemagne et de l'Europe et élabore des informations sur la géographie régionale à l'attention d'un large public. Il accueille notamment la Geographische Zentralbibliothek Deutschlands ainsi que d'importantes archives géographiques (informations détaillées sous www.ifl-leipzig.de).

- Le *Leibniz-Institut für ökologische Raumentwicklung* (IÖR) de Dresde s'attèle essentiellement aux questions écologiques inhérentes au développement durable et élabore les fondements scientifiques du développement durable urbain et régional respectueux de l'environnement, sur la scène nationale et internationale (www.ioer.de).

- Le *Leibniz-Institut für Regionalentwicklung und Strukturplanung* (IRS) d'Erkner près de Berlin effectue des recherches sur la transformation et la régulation des villes et régions selon des perspectives micro- et macroscopiques des sciences sociales par le biais d'équipes interdisciplinaires et étudie les principaux domaines de recherche établis à long terme. Il dispose en outre d'une riche collection sur l'histoire de la construction et de la planification en RDA (www.irs-net.de).

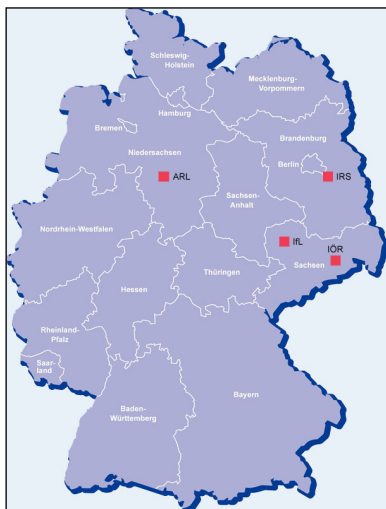
- L'*Akademie für Raumforschung und Landesplanung* (ARL) de Hanovre est un centre de compétences en matière des *Raumwissenschaften* pour les questions d'aménagement durable du territoire. Du point de vue structurel, l'ARL se distingue des instituts précités en ce sens où son travail, outre le site de Hanovre, repose surtout sur les contributions des membres bénévoles provenant du domaine universitaire ou du groupe de praticiens en aménagement du territoire, qui font partie de groupes de travail régionaux et de commissions spécialisés (www.arl-net.de).

Au sein de la WGL, ces quatre instituts forment la *Sektion B - Wirtschafts- und Sozialwissenschaften, Raumwissenschaften*, conjointement avec une série d'établissements de sciences économiques et sociales.

Ces instituts bénéficient d'un financement de base public alimenté selon différentes configurations par des ressources des autorités fédérales et des états fédérés. Ainsi le IfL de Leipzig reçoit-il actuellement des fonds des autorités fédérales et de l'État libre de Saxe. Tous les instituts font l'objet d'un processus d'évaluation régulier.

Depuis 2005, les quatre instituts qui forment le *Raumwissenschaftliches Netzwerk 4R* au sein de la WGL organisent tous les deux ans un colloque sur les questions actuelles en matière d'aménagement du territoire. Ce colloque s'adresse aux représentants du monde politique, scientifique, administratif et public. De 2006 à 2010, ces instituts ont publié chaque année, conjointement avec le *Bundesinstitut für Bau, Stadt- und Raumforschung* (BBSR), un établissement en partie similaire au DATAR français, le « German Annual of Spatial Research and Policy ». Cet annuaire (en anglais) regroupe les débats spécialisés actuels dans le domaine des *Raumwissenschaften*, qu'il illustre via ses propres articles conceptuels et empiriques. Sa dernière édition était notamment consacré au thème de la *Urban Regional Resilience* (Müller 2011). À l'avenir, cet aperçu annuel ne paraîtra plus sous forme de livre, mais de numéros thématiques en anglais de la revue *Raumforschung und Raumordnung*.

Fig 1. Réseau 4R et localisation des centres de recherche spatiale en Allemagne (www.4r-netzwerk.de)



Dans le système de classification du principal bailleur de fonds pour les projets de recherche indépendants des universités et établissements de recherche publics, la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (DFG, comparable à l'ANR en France), les sciences du territoire ne sont pas considérées comme un bloc disciplinaire. Si la géographie est implantée dans le domaine spécialisé des géosciences en raison du rôle de la géographie physique et est classée parmi les sciences naturelles (*Wissenschaftsbereich 3*), l'aménagement du territoire est pour sa part classé dans les sciences de l'ingénieur (*Wissenschaftsbereich 4*). Les autres disciplines potentiellement appartenant aux sciences du territoire (études culturelles, ethnologie, sociologie, histoire, sciences politiques, sciences économiques) se trouvent dans les sciences humaines et sociales (*Wissenschaftsbereich 1*). Cette classification exerce notamment un impact sur la répartition des fonds de recherche dans les différentes disciplines. Le fait que les *Fachkollegien*, c'est-à-dire les comités élus responsables de la sélection d'experts évaluateurs, soient soumis à cette classification disciplinaire est toutefois problématique pour les projets communs en matière de sciences du territoire et les projets de recherche à caractère interdisciplinaire. Sans compter que la DFG, en finançant les *Sonderforschungsbereiche*, *Forschergruppen* et notamment les *Graduiertenkollegs*, soutien des structures de projets qui possèdent généralement une organisation interdisciplinaire. En règle générale, les panels d'experts sont établis en conséquence.

Le deuxième bailleur de fonds majeur pour les projets de recherche publics en Allemagne, le *Bundesministerium für Bildung und Forschung* (BMBF – ministère fédéral de l'enseignement et de la recherche) joue également un rôle essentiel. À l'inverse de la DFG, qui finance particulièrement la recherche fondamentale et ne lance pas elle-même d'appels thématiques, le BMBF élabore régulièrement des programmes de promotion ou des projets ciblés ou octroie des mandats de recherche ciblés sur les questions pertinentes à l'heure actuelle. Un grand nombre de ces appels concernent de

près ou de loin les sciences du territoire. À cela s'ajoute le *Programm zur Stärkung und Weiterentwicklung der Regionalstudien (area studies)* créé en 2008 (programme pour le renforcement et le développement des études régionales). Ce financement vise à améliorer la mise en réseau, essentiellement au niveau des instituts et des centres de recherche en sciences humaines, et ce afin de perfectionner de manière ciblée la « Fernkompetenz » de l'Allemagne concernant différentes régions du monde.

PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS

Cette analyse succincte et certainement pas exhaustive montre que malgré une imbrication croissante des contenus, concepts et méthodologies de la recherche en sciences du territoire, son cadre institutionnel reste limité dans une large mesure aux classifications et groupes disciplinaires traditionnels. Aussi compréhensible voire nécessaire cette approche puisse-t-elle paraître sur le plan de la politique disciplinaire, elle peut s'avérer gênante dans le domaine du financement de la recherche, par exemple.

Dans le cadre du processus de Bologne, le réaménagement des programmes d'étude et en particulier la mise sur pied de programmes de master thématiques qui dépassent de plus en plus les frontières disciplinaires classiques (p. ex. développement durable, étude des risques, études sur le développement, tourisme, développement urbain, études européennes) a davantage mis en lumière d'éventuelles synergies ou mises en réseau transdisciplinaires au sein des écoles supérieures. Que cette démarche ait eu lieu de manière proactive par conviction pour une orientation interdisciplinaire ou ait été adoptée par la force des choses en raison du manque de capacités des petits instituts, qui ne peuvent offrir un programme d'études de master qu'en relation avec d'autres disciplines, elle crée des perspectives conceptuelles et des approches méthodologiques nouvelles susceptibles de transmettre aux étudiants une compréhension élargie de la recherche spatiale.

L'internationalisation progressive de la recherche, de l'enseignement et des conseils politiques devrait provoquer un nouveau rapprochement des disciplines des sciences du territoire. Les frontières et traditions disciplinaires diffèrent d'un pays à l'autre, tandis que les grands projets communs internationaux exigent intrinsèquement des consortiums interdisciplinaires, favorisant ainsi l'échange disciplinaire non seulement entre les pays participants, mais aussi entre les disciplines participantes et leurs concepts et traditions idéologiques. À titre d'exemple, le réseau ESPON (ORATE) représente une plateforme majeure dans ce domaine. De plus, l'internationalisation ou encore l'europanisation posent notamment de nouveaux défis pour les méthodes de travail et la formation dans les différents contextes nationaux. Ainsi Manfred Sinz, directeur général adjoint au *Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung* (BMVBS – ministère fédéral de transports, construction et développement urbain) souligne-t-il dans un article sur les conseils politiques fournis par les responsables de l'aménagement du territoire le besoin croissant de conseils qualifiés sur les thèmes liés à l'aménagement du territoire européen (Sinz 2011). Parallèlement, il indique qu'en raison de leurs implications budgétaires, il est fréquent que les négociations programmatiques ne soient pas menées, au niveau européen, par des hommes politiques spécialisés ou des fonctionnaires du sérail (pour obtenir des informations détaillées sur la déterritorialisation des processus politiques en Europe, voir Chilla 2011).

L'initiative pour la mise sur pied du *GIS Collège International des Sciences des Territoires*, ainsi que ses travaux actuels, suscitent un intérêt croissant en Allemagne.

Un échange plus intense avec les associations, établissements, instituts et organismes de soutien correspondants serait souhaitable à court terme.

REFERENCES

- Ahrens, D. 2001, « Grenzen der Enträumlichung. Weltstädte, Cyberspace und transnationale Räume in der globalisierten Moderne », Leske & Budrich, Opladen, 216 p.
- Bathelt, H., Glückler, J., 2003, « Wirtschaftsgeographie. Ökonomische Beziehungen in räumlicher Perspektive », Ulmer, Stuttgart, 319 p.
- Chilla, T., 2011, « Punkt, Linie, Fläche: europäisierte Territorialisierung », thèse d'habilitation (non-publiée), Université de la Sarre, Saarbrücken. 217 p.
- Döring, J., Thielmann, T. (éds.), 2008, « Spatial Turn. Das Raumparadigma in den Kultur- und Sozialwissenschaften », Transcript, Bielefeld, 460 p.
- Müller, B. (éd.), 2011, « Urban Regional Resilience: How Do Cities and Regions Deal with Change? » (German Annual of Spatial Research and Policy, 2010), Springer, Berlin – Heidelberg, 163 p.
- Sinz, M. (2011): « Raumordnung als Gegenstand von Politikberatung – ein Erfahrungsbericht », *Informationen zur Raumentwicklung*, 7/8, Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung, Bonn, pp. 1–16.
- Werlen, B. (1988): « Gesellschaft, Handlung und Raum. Grundlagen einer handlungstheoretischen Sozialgeographie », Franz Steiner, Stuttgart, 314 p.

L'AUTEUR

Christian Schulz

UR IPSE (Identités. Politiques, Sociétés, Espaces), Université du Luxembourg

christian.schulz@uni.lu